ALIOS FINANCE

Société Anonyme 15, rue Beaujon 75008 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014



Deloitte & Associés 185, avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex France

Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00 Télécopieur : + 33 (0) 1 40 88 28 28

www.deloitte.fr

ALIOS FINANCE

Société Anonyme 15, rue Beaujon 75008 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ALIOS FINANCE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

ALIOS FINANCE 2 / 2

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 4 « *Créances courantes* » de l'annexe concernant la présence à l'actif de créances d'un montant de 10,2 millions d'euros sur l'Etat au Gabon à la clôture de l'exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine, le 23 juin 2015 Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Alain PENANGUER

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 Décembre 2014

INFORMATIONS A CARACTÈRE GÉNÉRAL

Administrateurs

Administrateur	Représentant	Nombre de sièges dans le CA
Ahmed ABDELKEFI	Lui-même	1
AFRICINVEST	Aziz MEBAREK	1
Kathleen GOENSE	Lui-même	1
Pekka JUUSELA	Lui-même	1
BOA Group	Paul DERREUMAUX	1
DOMAFI	Olivier MARZLOFF	1
COTAFI	Alain PECHEUR	1
CFPF	Fadoua MOUTAOUAKIL	1

Siège Social

15, rue de Beujon - 75008 Paris - FRANCE

Auditeur

DELOITTE & ASSOCIES

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014

(MONTANTS EXPRIMES EN EURO)

(MONTANTS EXPRIMES EN EU	Notes	2014	2013
ACTIFS			, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
Liquidités et équivalents de liquidités	3	18 381 462	11 011 712
Créances courantes	4	22 077 656	18 429 195
Clients crédits	5	76 789 515	83 818 050
Clients crédits bail	5	155 674 300	135 606 010
Clients location longue durée	5	18 174 612	19 810 047
Actif d'impôt différé	6	1 238 484	1 287 505
Immobilisations corporelles et incorporelles	7	6 272 488	5 749 871
Immobilisations financières	8	181 040	180 373
Ecart d'acquisition	9	544 035	102 172
TOTAL DES ACTIFS		299 333 592	275 994 934
PASSIFS & CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS			
Concours bancaires et autres passifs financiers	10	217 648 689	189 087 689
Autres passifs courants	11	14 759 403	12 214 004
Fournisseurs et comptes rattachés	12	14 501 267	23 145 665
Autres passifs financiers	13	10 713 644	9 509 337
Autres passifs non courants Passif d'impôt différé	14 6	19 269 619 526	18 581
Provisions pour risques et charges	15	1 979 772	498 433 4 714 887
TOTAL DES PASSIFS		260 241 570	239 188 596
Capital		10 699 282	10 699 282
Réserves consolidées		14 289 826	14 962 160
Résultat net de l'exercice (Part du groupe)		1 754 855	(787 636)
Canitana	_		
Capitaux propres du Groupe	-	26 743 963	24 873 806
Intérêts minoritaires			
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres		11 479 854	12 767 251
Intérêts minoritaires dans le résultat		868 205	(834 720)
Total des capitaux propres consolidés	16	39 092 022	36 806 338
Total des Passifs et Capitaux propres		299 333 592	280 502 404

ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

(MONTANTS EXPRIMES EN EURO)

THE THE COUNTY SERVICE THE SERVICE WHEN THE	Notes	2014	2013
PRODUITS D'EXPLOITATION			0
Produits financiers crédits	17	13 236 660	14 013 135
Produits financiers crédit bail	17	19 537 078	16 386 754
Produits financiers Location Longue Durée	17	3 471 121	3 429 000
Total produits financiers		36 244 859	33 828 890
Intérêts de retard et frais d'impayés	18	464 867	549 005
Autres produits d'exploitation	19	1 321 550	2 071 593
Total produits d'exploitation		38 031 276	36 449 488
Frais financiers	20	15 112 749	13 516 123
Produit Net Bancaire		22 918 527	22 933 365
Charges de personnel	21	6 995 702	6 743 226
Frais de gestion	22	6 965 807	6 210 287
Dotations aux amortissements sur immobilisations	7	1 481 110	2 602 808
Total charges d'exploitation		15 442 618	15 556 321
Dotations nettes aux provisions pour risques clients	23	4 849 880	5 662 805
Dotations aux amortissements écart d'acquisition	9	136 009	38 335
Produits et charges divers	24	2 095 988	(1 597 086)
Dotation nettes provisions pour risques et charges		351 836	3 500 661
Résultat des activités ordinaires avant impôts		4 234 172	(227 671)
Impôts sur les bénéfices (exigible et différé)	25	1 611 112	1 394 684
Résultat net des sociétés intégrées		2 623 060	(1 622 356)
Résultat consolidé part du groupe Résultat consolidé part des minoritaires Résultat de base (part du groupe) par action (€ / action) Résultat dilué* (part du groupe) par action (€ / action) *après prise en compte des options de souscription d'action		1 754 855 868 205 1.80 1.77	(787 636) (834 720) (0.81) (0.79)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

(MONTANTS EXPRIMES EN MILLIERS D'EUROS)

En milliers d'euros	Solde D'ouverture	Affectation du Résultat N-1	Résultat de L'exercice	Variation De capital	Ecarts de conversion	Distribution De dividendes	Variation Périmètre	Autres	Solde de Clôture
CUMUL DES COMPTES SOCIAUX	58 969	0	3 420	0	-14	-1 621	819	1.018	2002
Manage of the state of the stat	l.								
Neutralisation des reevaluations locales Neutralisation Réserve Latente Positive	179-	C	1 180	C	C	c	C	34	-587
Impôts différés	256	0 0	-228	0	0	0	0	1 003	403
Autres retraitements de consolidation	-1 532	0	1 700	0	0	0	0	27	195
TOTAL ECRITURES DE RETRAITEMENTS	-1 897	0	292	0	0	0	0	1 679	74
Elimination des dividendes intragroupe	0	0	-953	0	0	953	0	0	0
Elimination des titres de participation	-20 368			0			-812	0	-21 180
Ecarts d'acquisition	102	0	-136	0	0	0	577		543
TOTAL ECRITURES DE CONSOLIDATION	-20 266	0	-1 089	0	0	953	-235	0	-20 637
TOTAL CONSOLIDE	36 806	0	2 623	0	-14	899-	584	-239	39 092
PART GROUPE	24 873		1 755						26 744
PART MINORITAIRE	11 933		898						12 348

ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014 (MONTANTS EXPRIMES EN EUROS)

DESCRIPTION OF THE PROPERTY OF	2014	2013
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net de l'exercice	2 623 060	(1 622 356)
Ajustements pour :		
* Dotations aux amortissements	1 481 110	2 602 808
* Dotations aux provisions * Reprises sur provisions	27 203 167 (22 071 770)	16 089 207
* Plus value de cession des immobilisations	(119 882)	(7 931 023) (15 382)
* Moins value de cession des immobilisations	75 600	525
* Intégrations et sorties des immobilisations	-	-
* Autres flux de trésorerie	(3 911 905)	2 310 993
* Retraitements de consolidation	(530 114)	(1 839 463)
Variations des :		
* Créances courantes	(3 824 005)	(5 720 006)
* Créances clientèles	(15 183 383)	(44 817 765)
* Impôts différés	(170 114)	(910 902)
* Autres passifs courants	2 326 903	369 747
* Fournisseurs et comptes rattachés* Autres passifs financiers	(8 644 398)	8 543 395
* Autres passifs non courants	1 204 307	694 093
	688	521
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	(19 200 509)	(32 245 608)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations Incorporelles et corporelles	(3 297 066)	(1 959 224)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations		
Incorporelles et corporelles	1 088 497	1 024 634
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières	(667)	(16 629)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités	(2 209 236)	(951 220)
d'investissement	(2 200 200)	(551 220)
Flux de trésorerie liés aux activités de financements		
Encaissements/Remboursements des emprunts	12 214 487	39 431 977
Distribution de dividendes	218 495	(1 375 974)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financements	12 432 982	38 056 002
Variation de Trésorerie	(8 976 763)	(4 859 174)
Trésorerie au début de l'exercice	2 853 475	(2 005 698)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(6 123 288)	2 853 475

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Note 1. Présentation du Groupe Alios Finance

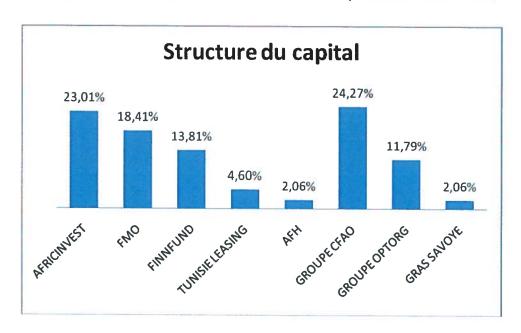
Le Groupe ALIOS FINANCE est composé de sociétés financières spécialisées, non bancaires. Il est présent actuellement dans neuf pays de l'Afrique subsaharienne (Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Cameroun, Gabon, Zambie, Tanzanie et Kenya), soit sous forme de filiales ou de succursales. Ses principales activités portent sur le financement d'investissements d'entreprises privées et de crédits à la consommation aux particuliers. Les principaux produits offerts sont le crédit bail, la location longue durée, le crédit d'investissement à moyen terme et le crédit à la consommation.

Depuis 2006, le groupe s'est fixé un objectif de croissance externe dans de nouveaux pays. A ce titre, il a procédé en 2006 à la création d'une succursale au Sénégal et a acquis une nouvelle filiale en Zambie en 2008. Sa présence au Burkina Faso et au Mali se fait aujourd'hui à travers des succursales créées respectivement en 2007 et en 2008, sachant que ses anciennes filiales dans ces pays, SOBFI et SOMAFI ont été absorbées par Alios Finance Côte d'Ivoire.

A la fin de l'année 2009, le groupe a procédé à la création d'une nouvelle filiale en Tanzanie dont l'activité a commencé son activité en 2011. En 2011, une nouvelle filiale est créée au Kenya, laquelle a commencé son activité en 2012.

1.1 Structure du capital

La structure du capital de la société ALIOS FINANCE SA se présente comme suit :



1.2 Structures juridiques des sociétés du Groupe

Les structures juridiques des sociétés du groupe se présentent comme suit :

• La société ALIOS Finance SA, société holding créée en 1998, a pour objet la prise de participations dans les sociétés visant à développer des opérations de financement, notamment par crédit bail.

Le capital social de Alios Finance SA s'élève au 31 décembre 2014 à € : 10.699.282 divisé en 972.662 actions de € : 11 chacune.

• La société Alios Finance Gabon a été créée en octobre 1966 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing, de crédits à la consommation, de crédits d'investissements et de location longue durée.

Le capital social de Alios Finance Gabon s'élève au 31 décembre 2014 à € : 3.048.907 divisé en 18.344 actions de € : 166.21chacune.

• La société Alios Finance Côte d'Ivoire a été créée en avril 1956 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing, de crédits à la consommation, de crédits d'investissements et de location longue durée.

Le capital social de Alios Finance Côte d'Ivoire s'élève au 31 décembre 2014 à € :1.980.427 divisé en 129.916 actions de € : 15,24 chacune.

Les titres de la société sont côtés à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM).

• La société Alios Finance Cameroun a été créée en octobre 1959 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing, de crédits à la consommation, de crédits d'investissements et de location longue durée.

Le capital social de Alios Finance Cameroun s'élève au 31 décembre 2014 à € : 3.638.491 divisé en 238.685 actions de 15,24 chacune.

• La société ALIOS Finance Zambie, a été créée en 2007 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing.

Le capital social de ALIOS Finance Zambie s'élève au 31 décembre 2014 à € : 2.100.871.

• La société ALIOS Finance Tanzanie, a été créée en 2009 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing.

Le capital social de ALIOS Finance Tanzanie s'élève au 31 décembre 2014 à € : 1.525.596.

• La société ALIOS Finance Kenya, a été créée en 2011 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing.

Le capital social de ALIOS Finance Kenya s'élève au 31 décembre 2014 à € : 958.180.

• La société GIEFCA France, groupement d'intérêt économique crée en 1976, de droit Français, qui a pour objet, dans un but d'économies d'échelles, de faciliter, organiser et développer l'activité commerciale et économique des sociétés membres du groupement et assure la supervision des différentes filiales du groupe.

Le capital social de ce groupement au 31 décembre 2014 est de € : 3.033.735.

• La société GIEFCA Tunisie, créée en 2006, société anonyme totalement exportatrice et non résidente, ayant pour objet en Tunisie ou ailleurs, l'étude, le conseil, l'assistance, le suivi et en général toute prestation de service en tout domaine et notamment en matière financière, économique et immobilière.

Le capital social de cette société s'élève au 31 décembre 2014 à € : 2.926, divisé en 500 actions de € : 5,85 chacune.

• La société Alios Management Limited, créée en 2010, ayant pour objet au Kenya, l'étude, le conseil, l'assistance, le suivi et en général toute prestation de service en tout domaine et notamment en matière financière, économique et immobilière.

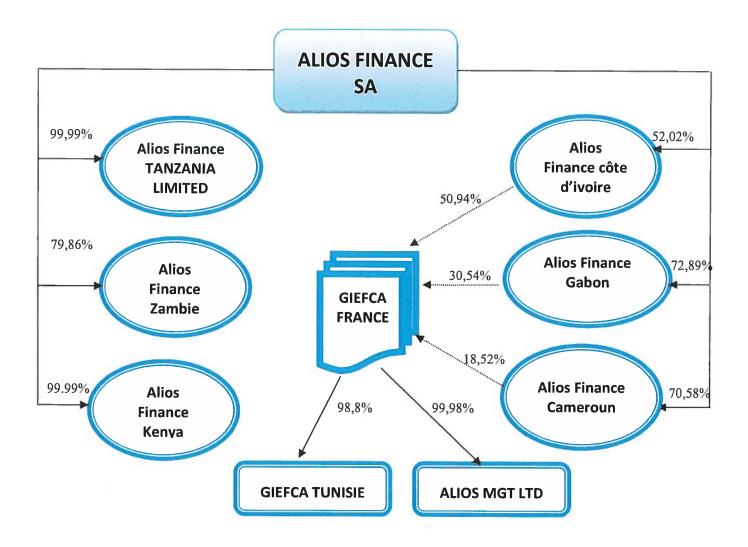
Le capital social de cette société s'élève au 31 décembre 2014 à € : 958, divisé en 10 000 actions de € : 0,10 chacune.

1.3 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est formé par ALIOS FINANCE SA (société mère) et par les filiales Alios Finance Gabon, Alios Finance Côte d'Ivoire, Alios Finance Cameroun, ALIOS Finance Zambie, Alios Finance Tanzanie, Alios Finance Kenya, GIEFCA France, GIEFCA Tunisie et Alios Management Limited.

Les filiales correspondent aux entreprises dans lesquelles le Groupe possède, directement ou indirectement, un intérêt de plus de 50% des droits de vote ou dispose du pouvoir d'exercer un contrôle des activités. Elles sont consolidées à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date de leur cession.

L'organigramme du Groupe est présenté comme suit :



La synthèse des pourcentages de contrôle, d'intérêts et les méthodes de consolidation sont présentés comme suit :

Sociétés	% de c	contrôle	% d'ir	ntérêt	Dográ do contrâlo	BA SAIn a dia materia
Cocioco	2014	2013	2014	2013	Degré de contrôle	Méthode retenue
ALIOS FINANCE SA ALIOS FINANCE COTE	100%	100%	100%	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
D'IVOIRE	52,02%	52,02%	52,02%	52,02%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE GABON	72,89%	72,89%	72,89%	72,89%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE CAMEROUN	70,58%	70,58%	70,58%	70,58%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE TANZANIE	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE ZAMBIE	79,86%	67,53%	79,86%	67,53%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE KENYA	99,99%	95,00%	99,99%	95,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
GIEFCA France	100%	100%	61,82%	61,82%	Contrôle exclusif	Intégration globale
GIEFCA Tunisie	98,80%	98,80%	61,09%	61,09%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Alios Management Ltd	61,83%	61,83%	61,83%	61,83%	Contrôle Exclusif	Intégration Globale

Variation de périmètre :

Au cours de l'exercice 2014, Alios Finance S.A a souscrit à l'augmentation de capital de sa filiale Alios Finance Zambie pour un montant 600 KUSD (385 KEUR). Les actionnaires minoritaires ayant souscrits à hauteur de 50 KUSD à l'augmentation de capital, il s'ensuit une augmentation du pourcentage de contrôle et d'intérêts à 79,86% au 31 décembre 2014 contre 67,53% pour l'exercice précédent.

Note 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes sociaux des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation au 31 Décembre 2014, arrêtés selon les principes comptables locaux, ont servi de base pour l'établissement des états financiers consolidés.

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis en France. Ils sont établis conformément aux nouvelles règles de consolidation énoncées par le règlement n° 99.02 du comité de la Réglementation Comptable du 29 Avril 1999 et mises en application à compter du 1er Janvier 2005. Le Groupe a choisi de ne pas retraiter les opérations d'acquisition intervenues avant le 1er Janvier 2006.

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique. Les états financiers consolidés sont présentés en euros (€) et toutes les valeurs sont arrondies à l'euro le plus proche.

Les comptes ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation.

Les états financiers comprennent :

- (a) un bilan;
- (b) un compte de résultat;
- (c) un tableau de variation des capitaux propres part du groupe
- (d) un tableau des flux de trésorerie ;
- (e) et des notes annexes.

2.2 Méthode de consolidation

Les comptes réciproques ainsi que les résultats internes entre les sociétés consolidées sont éliminés. Les provisions pour dépréciation se rapportant à des titres de participation ou à des créances détenues sur des sociétés consolidées sont neutralisées. Le cas échéant, les méthodes comptables des filiales sont modifiées afin d'assurer une homogénéité avec les méthodes du Groupe. Une présentation distincte est faite des intérêts minoritaires.

2.3 Date de clôture

Toutes les entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe clôturent leurs comptes au 31 Décembre.

2.4 Monnaie de présentation

Le groupe présente ses comptes consolidés en Euro.

2.5 Conversion des états financiers des entités étrangères

Les postes de bilan et de compte de résultat des sociétés Alios Finance Côte d'Ivoire, Alios Finance Cameroun et Alios Finance Gabon sont converties selon une parité fixe de 1 € = 656 Francs CFA.

Les postes de bilan des sociétés ALIOS Finance Zambie, ALIOS Finance Tanzanie, ALIOS Finance Kenya, ALIOS Management Ltd et GIEFCA Tunisie sont converties au cours de clôture de l'exercice 2014. Les postes de capitaux propres sont convertis au cours historique. Les postes de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice 2014.

2.6 Ecarts d'acquisition

Depuis le 1er Janvier 2006, lors de l'acquisition d'une entreprise, les actifs et passifs identifiables sont inscrits dans le bilan consolidé à leur juste valeur déterminée en fonction de leur usage prévu. La différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée dans le poste "Ecarts d'acquisition".

Les écarts d'acquisition positifs sont amortis sur une durée de 5 ans selon la méthode linéaire. Les écarts d'acquisition négatifs sont repris en résultat selon la méthode linéaire sur une durée de 5 ans.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un examen lorsque des évènements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être survenue. De tels évènements ou circonstances comprennent des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition.

La nécessité de constater un amortissement exceptionnel est appréciée en fonction d'hypothèses économiques et de conditions d'exploitation prévisionnelle retenues par la direction de la société. Ces hypothèses correspondent à la traduction des objectifs stratégiques qu'elle s'est fixée et inclut des estimations sur l'évolution de l'environnement économique dans lequel le groupe est susceptible d'évoluer. Lorsqu'un amortissement exceptionnel apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la juste valeur.

2.7 Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées de logiciels amortis selon le mode linéaire sur 3 ans et de frais d'émission des emprunts.

Le Groupe a opté pour la méthode préférentielle consistant à étaler systématiquement ces frais sur la durée de l'emprunt.

2.8 Immobilisations Corporelles

Elles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon un mode d'amortissement linéaire, sauf exception.

Les durées d'amortissement généralement pratiquées sont les suivantes :

Constructions 10/20 ans

Agencements et installations générales 5/10 ans

Mobiliers, matériels et outillages 5/10 ans

Matériels de bureaux et informatiques 5/10 ans

2.9 Immobilisations Financières

Ce poste enregistre principalement les titres de participation non consolidés.

Les titres de participation non consolidés sont constatés initialement à leur coût d'acquisition, frais d'achat exclus.

Lorsque la valeur d'inventaire de ces titres est inférieure à leur prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction des critères suivants :

- Situation nette comptable ;
- Résultat et niveau de rentabilité attendu ;
- Perspectives d'avenir ;
- Utilité pour la société.

2.10 Créances clientèles

Les créances clientèles correspondent à l'encours des crédits consentis aux agents économiques (crédits, crédits bails et location longue durée).

Les crédits pour lesquels le Groupe estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions pour créances douteuses.

Le groupe applique ainsi des règles de provisionnement de ses engagements incidentés (présentant des impayés) reposant sur une approche arithmétique basée sur l'ancienneté des impayés et décrite ci-dessous. Le montant des provisions est déterminé par application d'un pourcentage sur l'encours et les impayés, en fonction de la catégorie du risque client et de type de crédits (crédit simple ou crédit locatif).

Les règles de provisionnement pour la zone CFA :

Pour la Zone CFA:

Créances clients:

Age de la créance	Non échus	de 1 à 90 jours	91 à 180 jours	de 181 à 360	au delà de 360 jours ou contentieux
Provisions	Pas de provisions	5% * montant	30% *montant	75% *montant	100%*montant

Engagement de retraite des salariés:

Age de la créance	Non échus	de 1 à 60 jours	60 à 90 jours	au-delà de 91 jours et contentieux
	Pas de			
Employés d'Etat	provision	Pas de provision	30% * montant	100%* montant
Employés du secteur	Pas de			
privé	provision	30% * montant	75% * montant	100% * montant

Pour la Zambie:

Créances clients:

Age de la créance	Non échus	de 1 à 90 jours	de 91 à 119 jours	de 120 à 179 iours	au delà de 180 jours et contentieux
Provisions	Pas de provision		30% *montant		100%*montant

Ces règles de provisionnement sont différentes de celles appliquées au sein de la zone CFA en raison des préconisations de la Bank Centrale de Zambie.

Engagement de retraite des salairiés:

Age de la créance	Non échus	de 1 à 60 jours	61 à 90 jours	au delà de 91 jours et contentieux
	Pas de			
Employés d'Etat	provision	Pas de provision	30% * montant	100%* montant
Employés du secteur	Pas de			
privé	provision	30% * montant	75% * montant	100% * montant

L'effet contagion est appliqué dans le provisionnement des contrats d'un client donné. En effet, tous les contrats, de même type, d'un client donné sont provisionnés au même pourcentage, fixé par la plus mauvaise catégorie risque de ses contrats.

En terme de garanties, seuls les dépôts espèces et les garanties financières (caution bancaire en premier ordre, ...) sont pris en compte dans le calcul des provisions, en les déduisant des engagements à provisionner.

Consécutivement à cette approche arithmétique, une analyse détaillée, et au cas par cas, est menée afin d'ajuster le montant de la provision théorique à la situation spécifique du client et au caractère probable ou non du recouvrement.

Les provisions pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

2.11 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités se composent de la caisse ainsi que des dépôts à vue et des placements monétaires.

2.12 Instruments financiers et politique de couverture

Le groupe n'utilise pas d'instruments de couverture pour couvrir son exposition aux risques de taux et de change.

2.13 Provisions

Les provisions sont constatées lorsque, à la date de clôture, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un évènement passé dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime de tiers concernés par le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe devra supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information est alors fournie en annexe.

2.14 Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices correspond à l'impôt courant exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Ces dernières sont déterminées selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs.

Les actifs d'impôts différés relatifs aux reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsqu'il existe une forte probabilité de récupération à moyen terme (horizon inférieur à 5 ans) de ces derniers. Leur caractère récupérable est réexaminé à la clôture de chaque exercice.

2.15 Indemnités de départ à la retraite

La législation en vigueur dans les pays de résidence des filiales oblige les entreprises à verser aux salariés une indemnité pour services rendus (ISR) au moment du départ à la retraite. Cette ISR correspond également aux droits légaux acquis par le salarié et dus par la société en cas de départ pour tout autre motif que la démission.

La loi fixe les modalités de calcul de ces indemnités. Celles-ci étant majorées d'un taux progressif fonction du nombre d'années et de la branche d'activité. Le salaire de référence correspondant au salaire mensuel perçu par le salarié lors de son départ. Cette provision est calculée à la clôture de chaque exercice.

2.16 Produits et charges

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constatés prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

2.17 Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédits-bails et de location avec option d'achat sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité dite financière. La réserve latente est inscrite parmi les réserves consolidées. Un impôt différé passif est comptabilisé sur la réserve latente positive comptabilisée au niveau de certaines filiales.

2.18 Utilisation d'estimations

L'élaboration d'états financiers, conformément aux règles et principes comptables suivis par le groupe Alios Finance, s'appuie sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants figurant dans les états financiers. Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement, dans un environnement économique et financier qui rend difficile l'appréciation des perspectives d'avenir. Les coûts réels supportés par la suite peuvent différer de ces estimations.

NOTES DU BILAN

Note 3. <u>Liquidités et équivalents de liquidités</u>

Ce poste présente à la clôture de l'exercice 2014 un solde de € : 18.381.462 contre un solde de € : 11.011.712 à la clôture de l'exercice précédent. Il se détaille comme suit :

	工术。 [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1]	2014	2013
Caisses		123 067	98 223
Banques		17 620 077	10 348 732
Autres		638 318	564 757
	TOTAL	18 381 462	11 011 712

Note 4. <u>Créances courantes</u>

Ce poste présente au 31 Décembre 2014 un solde de € : 22.077.656 contre € : 18.429.195 à la même date de l'exercice précédent se détaille comme suit :

	2014	2013
Débiteurs divers (A) Etat, crédit de TVA	18 206 253 6 320 067	14 222 183 8 304 612
Charges financières constatées d'avance Clients créditeurs	233 547	409 869 (4 507 470)
Total	22 077 656	18 429 195

(A) Les débiteurs divers se détaillent comme suit :

	2014	2013
Produits à recevoir	269 868	3 991
Charges constatées d'avance	847 588	839 746
Etat, impôts et taxes	50 924	196 709
Compte courant	570 322	2 648 937
Autres débiteurs divers	13 916 613	10 722 528
Prêt à terme	3 048 780	
Intérêts à recevoir sur prêts	797 060	929 630
	5	
Total Brut	19 501 155	15 341 541
D 11		
Provisions sur autres débiteurs divers	(1 294 902)	(1 119 358)
The state of the s		
Total Net	18 206 253	14 222 183

Clients créditeurs correspond à des avances reçues des clients. Cette baisse s'explique essentiellement par la baisse des opérations lease back en fin d'exercice et qui demeurent non mises en production au 31/12/2014.

Les autres débiteurs incluent des créances sur l'Etat Gabonais pour un montant de 10,2 M€. Ces créances correspondent aux remboursements à recevoir de l'Etat Gabonnais sur les crédits accordés aux agents publics qui bénéficient d'une délégation de solde (précompte).

Deux décisions de l'Etat Gabonnais de juillet et décembre 2014 sont venues supprimer la possibilité d'ouvrir tout nouveau précompte et confirmer la poursuite des prélèvements pour les crédits antérieurement octroyés.

Parallèlement à ces décisions, l'Etat Gabonnais a arrêté provisoirement les remboursements de crédits à compter de Septembre 2014 conduisant à reconnaître une créance d'un montant de 10,2 M€ au 31 décembre 2014. La réalité de cette créance n'est pas remise en cause et, par ailleurs, l'Etat Gabonnais a repris les remboursements pour les échéances dues à compter de janvier 2015.

Note 5. <u>Créances clientèles</u>

Les créances clientèles correspondent à l'encours des crédits consentis aux agents économiques. Ces encours sont principalement composés de crédits, de crédits baux et des créances location longue durée. L'encours net de ces créances s'élevant au 31 Décembre 2014 à € : 250.638.427 contre € : 239.234.106 au 31 Décembre 2013 se détaille par nature de crédit comme suit :

	2014	2013
Créances de crédits classiques		
Encours à échoir	72 905 555	78 150 761
Créances impayées	19 430 785	18 642 164
Total Brut (1)	92 336 340	96 792 926
Provisions pour dépréciation (A)	(15 546 825)	(12 974 876)
Total Net (1)	76 789 515	83 818 050
Créances de crédits bails		
Encours financiers	153 914 497	134 270 350
Créances impayées	12 499 015	8 220 241
Total Brut (2)	166 413 512	145 173 682
Provisions pour dépréciation (B)	(10 739 212)	(6 884 551)
Total Net (2)	155 674 300	135 606 010
Créances de Location Longue Durée (3)	18 174 612	19 810 047
Total Brut ((1)+(2)+(3))		

	276 924 464	259 093 564
Total des provisions ((A)+(B))	(26 286 037)	(19 859 457)
Total Net	250 638 427	239 234 106

La répartition des créances clientèles par catégorie de risque se résume dans le tableau qui suit :

	31/12/2014	2014	31/12/2013	013
Classification des créances clientèle sur la base de l'ancienneté des impayés	Montant	% portefeuille	Montant	% portefeuille
Créances sans impayés	218 129 506	80,2%	211 914 750	84,7%
Créances dont l'ancienneté des impayés <= 90 jours	20 147 362	7,4%	11 471 480	4,6%
Créances dont l'ancienneté des impayés est comprise entre 91 et 180 jours	6 615 974	2,4%	8 809 654	3,5%
Créances dont l'ancienneté des impayés est comprise entre 181 et 360 jours	3 724 027	1,4%	3 949 812	1,6%
Créances dont l'ancienneté des impayés est supérieure à 360 jours ou engagements en contentieux	18 026 512	%9'9	13 974 960	2,6%
TOTAL DES ENGAGEMENTS	266 643 382	100,00%	250 120 567	100,00%
Créances accrochées (ancienneté des impayés > 90 jours)	28 366 513	10,17%	26 734 426	10,17%
PROVISIONS	26 286 037	%6	22 542 549	%6
RATIOS DE COUVERTURE DES CREANCES ACCROCHEES	92,7%		84,3%	
CREANCES PASSEES EN PERTE	1 292 324	0,5%	1 008 526	0,4%

Note 6. Impôts différés

Actifs d'impôts différés

Les actifs d'impôts différés se détaillent par structure comme suit :

THE RESERVE OF THE RESERVE OF THE PROPERTY OF	2014	2013
ALIOS FINANCE COTE D'IVOIRE	147 104	135 332
ALIOS FINANCE CAMEROUN	607 436	600 777
ALIOS FINANCE GABON	83 763	69 039
ALIOS FINANCE ZAMBIE	234 315	206 350
ALIOS FINANCE TANZANIE	-	69 620
ALIOS FINANCE KENYA	161 953	198 775
ALIOS MANAGEMENT LTD	3 913	7 612
TOTAL	1 238 484	1 287 505

Passifs d'impôts différés

Les passifs d'impôts différés se détaillent par structure comme suit :

	2014	2013
ALIOS FINANCE COTE D'IVOIRE	30 529	54 952
ALIOS FINANCE CAMEROUN	343 734	110 335
ALIOS FINANCE GABON	141 768	333 146
ALIOS FINANCE ZAMBIE	-	-
ALIOS FINANCE TANZANIE	103 495	
ALIOS FINANCE KENYA	-	-
ALIOS MANAGEMENT LTD	-	-
TOTAL	619 526	498 433

Et par origine, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

	20)14	2	013
en euros	Impôts différés actifs	lmpôts différés passifs	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs
Différences temporaires	842 216	103 494	598 398	
Déficits reportables	396 268		689 107	
Plus-value latente (1)		252 104	1	252 104
Subventions		30 529		54 952
Réserve latente (2)		233 399		191 378
Total	1 238 484	619 526	1 287 505	498 433

- (1) Il est à noter qu'un montant de € : 252.104 est relatif à l'impôt sur la plus value latente existante sur les actions GIEFCA France détenues par les filiales. Cet impôt latent résulte de la dévaluation du FCFA intervenue en 1994. Seules les entités Alios Finance Côte d'Ivoire, Alios Finance Gabon et Alios Finance Cameroun ont participé dans la création de GIEFCA France avant cette date. Le taux d'imposition retenu est de 40%. Le reliquat étant composé des écarts temporels nés des retraitements de consolidation.
- (2) Un Impôt différé passif est comptabilisé sur la réserve latente positive comptabilisée au niveau certaines filiales.
- (3) Les impôts différés actifs sur déficits reportables concernent les filiales anglophones Alios Finance Zambia et Alios Finance Kenya. Le management du groupe comptabilise les impôts différés actifs lorsque ceux-ci sont considérés comme récupérables sur la base des résultats prévisionnels des filiales en question.

Note 7. <u>Immobilisations corporelles et incorporelles</u>

Les immobilisations corporelles et incorporelles présentent à la clôture de l'exercice 2014 un solde de € : 6.272.488 contre un solde de € : 5.749.871 à l'issue de l'exercice précédent. Elles s'analysent comme suit :

SANSON OF THE WAR DESIGNATION OF THE SANSON	2014	2013
Immobilisations Incorporelles	5 944 074	5 408 781
Immobilisations corporelles	13 189 133	11 789 647
Total Brut	19 133 207	17 198 429
Amortissements des immobilisations incorporelles	(4 204 031)	(3 545 162)
Amortissements des immobilisations corporelles	(8 656 688)	(7 903 396)
Total Net	6 272 488	5 749 871

Les immobilisations incorporelles incluent à hauteur de € 3.041.627 les dépenses relatives au projet de changement du système d'information du groupe ALIOS Finance mené par GIEFCA Tunisie. Les mouvements intervenus sur les immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que les amortissements se résument dans le tableau qui suit :

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS

		VALEURS BRUTES	SRUTES	THE PERSON NAMED IN		AMORTISSEMENTS	MENTS		
	1/1/2014	Acquisitions	Cessions	31/12/2014	1/1/2014	Dotations	Reprises	31/12/2014	Valeur Nette
Immobilisations incorporelles	5,081,134	884,088	21,750	5,943,473	3,549,082	654,349		4,203,431	1,740,042
Logiciels	2,552,478	337,898	21,750	2,868,626	1,599,495	312,062	1	1,911,557	957,070
Frais d'établissements	307,956	•	,	307,956	307,956	1		307,956	
Frais d'émissions des emprunts	720,719	545,519	î	1,266,238	712,246	44,841	1	757,087	509,152
Frais de rech et develop	1,470,398	1./0	E. I	0,471,070	899,802	297,447		1,197,249	273,821
Autres immobilisations incorp	505,62	,		200,52	78,300			58,505	
Immobilisations en cours	•	1	Ē.		1		Ē	ı	•
Immobilisations corporelles	11,780,306	2,412,978	1,022,465	13,170,818	8,170,633	639,646	171,907	8,638,372	4,532,446
Dépôts et cautionnements	235,821	61,236	25,949	271,107	B	•			271,107
Batiments	•	•	,	31	1	•		3.8	18. 0
Terrain	278,219	171,265	•	449,484	•		•	•	449,484
Immeubles en exploitation	1,870,207	477,908	586,230	1,761,885	1,435,949	31,354		1,467,303	294,581
Materiel Auto	1,888,634	227,699	198,797	1,917,536	1,268,596	247,271	156,910	1,358,957	558,579
Matériel roulant exploitation		•	•	•	1	•	•	*	
Mobilier de bureaux	638,852	1,214,561	20,188	1,833,226	466,870	76,512	12,779	530,602	1,302,623
Matériels de bureaux	209,158	•	22,571	186,587	201,467	•	•	201,467	(14,880)
Matériel informatique	2,131,101	38,204	107,175	2,062,129	1,440,702	159,404	2,092	1,598,014	464,115
Matériel de Reprographie	27,606	•	12,450	15,156	9/6'6	1,909	•	11,885	3,271
Matériel et outillage	347,560	•	•	347,560	260,647	•	•	260,647	86,913
Autres matériels de bureaux	140,574	2,698	16,572	131,700	98,705	2,077	117	103,665	28,035
Matériel et mobilier de logement	140,467	1,969	2,323	140,113	133,912	306	7	134,212	5,902
Mobilier et appareils menagers	69,180	1,865	3,348	67,698	50,155	1,909	•	52,064	15,633
Agenc et Instal des bureaux	3,342,631	166,216	19,131	3,489,716	2,511,743	105,213	•	2,616,956	872,760
Agenc et instal des logements	338,596	43,301	7,732	374,165	267,977	6,974	2	274,949	99,216
Agenc et instal des agences		1	1	ı	1	•		r	•
Immobilisations en cours	94,050	1,055		95,105	4		•	,	95,105
Materiel Groupe Electrogene	27,651	•	•	27,651	23,935	3,716	•	27,651	•
Autres	•	1	•	ı	4	•	•	•	•
	16,861,440	3,297,066	1,044,215	19,114,291	11,719,715	1,293,995	171,907	12,841,803	6,272,488
•									

Note 8. <u>Immobilisations financières</u>

Ce poste présente à la clôture de l'exercice 2014 un solde de € : 181.040 contre € : 180.373, à la clôture de l'exercice précédent. Il se détaille comme suit :

	2014	2013
Obligations détenues par ALIOS COTE D'IVOIRE	186 890	186 890
Titres SOFIGIB d'ALIOS COTE D'IVOIRE	15 244	15 244
Titres SOBCA détenus par ALIOS COTE D'IVOIRE	11 654	11 654
Emprunt SONADIG d'ALIOS GABON	15 244	15 244
Certificats FGI détenus par ALIOS GABON	16 334	16 334
Dépôts et cautionnements	8 651	7 983
Titres Alios Tunisie détenus par GIEFCA	9 100	9 100
Total Brut	263 115	262 449
Amortissements et provisions	(82 076)	(82 076)
Total Net	181 040	180 373

Note 9. Ecarts d'acquisitions

L'écart d'acquisition comptabilisé au bilan correspond à :

- l'écart entre le coût d'acquisition et la juste valeur des 2.160.000 titres ALIOS FINANCE ZAMBIE acquis en 2013 par la société ALIOS FINANCE SA. L'écart d'acquisition ainsi dégagé est de € : 102.172. Cet écart d'acquisition est amorti linéairement sur une durée de 5 ans à compter de l'exercice 2014. L'amortissement de l'exercice 2014 s'élève à € : 20.434. La valeur nette comptable de cet écart d'acquisition est de € : 81.738 31/12/2014.
- l'écart entre le coût d'acquisition et la juste valeur des 3.817.320 titres ALIOS FINANCE ZAMBIE acquis en 2014 par la société ALIOS FINANCE SA. L'écart d'acquisition ainsi dégagé est de € : 571.554. Cet écart d'acquisition est amorti linéairement sur une durée de 5 ans à compter de l'exercice 2014. L'amortissement de l'exercice 2014 s'élève à € : 114.311. La valeur nette comptable de cet écart d'acquisition est de € : 457.243 au 31/12/2014.
- l'écart entre le coût d'acquisition et la juste valeur des 50.000 titres ALIOS FINANCE KENYA acquis en 2014 par la société ALIOS FINANCE SA. L'écart d'acquisition ainsi dégagé est de €: 6.317. Cet écart d'acquisition est amorti linéairement sur une durée de 5 ans à compter de l'exercice 2014. L'amortissement de l'exercice 2014 s'élève à € : 1.263. La valeur nette comptable de cet écart d'acquisition est de €: 5.054 au 31/12/2014.

Note 10. Concours bancaires et autres passifs financiers

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31 Décembre 2014 à € : 217.648.689, contre € : 189.087.689 au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

	2014	2013
Concours Bancaires	24 504 750	8 158 237
Découverts bancaires	24 504 750	8 158 237
Autres passifs financiers	193 143 939	180 929 452
Dettes représentées par un titre	14 919 970	15 777 439
Emprunts à moyen et long terme	125 923 031	125 325 332
Emprunts obligataires	16 847 622	9 535 061
Lignes de crédits à court terme	35 453 317	30 291 620
Total	217 648 689	189 087 689

Note 11. Autres passifs courants

Les autres passifs courants accusant à la clôture de l'exercice 2014 un solde de € : 14.759.403 contre € : 12.214.004 à l'issue de l'exercice précédent, se détaillent comme suit :

	2014	2013
Comptes courants	(54 217)	(112 215)
Produits constatés d'avance	2 374 994	2 237 128
Etat et collectivités publiques	3 220 629	1 735 268
Charges diverses à payer	1 166 102	1 170 795
Dividendes à payer	750 892	532 397
Autres créditeurs divers	5 750 878	5 312 547
Assurances à payer	-	-
Charges financières à payer	1 550 125	1 338 084
Total	14 759 403	12 214 004

Note 12. Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste " fournisseurs et comptes rattachés" accuse au 31 Décembre 2014 un solde de € : 14.501.267 contre € : 23.145.665 à l'issue de l'exercice précédent et se détaille comme suit :

AND THE REPORT OF THE PARTY OF THE PARTY.	2014	2013
Concessionnaires	13 361 224	22 155 269
Autres fournisseurs	1 140 043	990 396
Total	14 501 267	23 145 665

Note 13. <u>Autres passifs financiers</u>

Les autres passifs financiers se détaillent comme suit :

	2014	2013
Fond de garantie	930 461	1 611 993
Dépôts de garantie	9 783 182	7 897 344
Total	10 713 644	9 509 337

Note 14. Autres passifs non courants

Ce poste s'analyse comme suit :

	2014	2013
Compte bloqué actionnaire	16 876	16 188
Autres passifs non courants	2 394	2 394
Total	19 269	18 581

Note 15. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 31 Décembre 2014 à € : 1.979.772, contre € : 4.714.887 au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

	2014	2013
Provisions pour indémnités de départ à la retraite	723 401	615 831
Provisions pour risques et charges	765 783	624 775
Provisions pour litiges	490 588	3 474 281
Total	1 979 772	4 714 887

La filiale Alios Finance Gabon a fait l'objet sur l'exercice 2013 d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2009 à 2012. Suite à ce contrôle, la société a reçu sur 2014 une notification de redressement dont le montant définitif s'élève à 3 millions d'euros. Ce redressement a été intégralement provisionné dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013.

Note 16. Capitaux propres

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

	2014	2013
Capital social	10 699 282	10 699 282
Réserves consolidées	14 289 826	14 962 160
ALIOS FINANCE S.A.	9 641 710	8 552 280
ALIOS IVORY COAST	795 662	1 821 313
ALIOS CAMEROON	1 596 048	1 667 589
ALIOS GABON	2 241 165	3 276 793
ALIOS FINANCE ZAMBIA	(93 938)	(454 333)
ALIOS FINANCE TANZANIA	(231 107)	(490 951)
ALIOS FINANCE KENYA	(550 218)	(286 734)
GIEFCA France	845 121	845 121
GIEFCA TUNISIA	(497)	(497)
ALIOS MANAGEMENT LTD	45 880	31 579
Total capitaux propres consolidés avant résultat (Part Groupe)	24 989 108	25 661 442
Intérêts des minoritaires dans les capitaux propres	11 479 854	12 767 251
Résultat de l'exercice	2 623 060	(1 622 356)
Résultat consolidé (Part Groupe)	1 754 855	(787 636)
Intérêts des minoritaires dans le résultat	868 205	(834 720)
Total capitaux propres	39 092 022	36 806 338

NOTES DE L'ETAT DE RESULTAT

Note 17. Information sectorielle

En milliers d'euros	Afrique de l'ouest	Afrique Centrale	Zambie, Kenya et Tanzanie	Total
PRODUITS FINANCIERS CREDITS	5 030 821	7 988 582	217 257	13 236 660
PRODUITS FINANCIERS CREDITS BAIL	6 685 528	9 837 512	2 524 384	19 537 078
PRODUITS FINANCIERS LOCATION LONGUE DUREE	549 736	1 239 209	1 682 175	3 471 121
TOTAL	12 266 085	19 554 957	4 423 817	36 244 859

L'Afrique de l'Ouest est représentée par Alios Finance Côte d'Ivoire et ses succursales au Sénégal, Mali et Burkina Fasso.

L'Afrique Centrale est réprésentée par les filiales Alios Finance Gabon et Alios Finance Cameroun.

Note 18. <u>Intérêts de retard et frais d'impayés</u>

Ce poste s'analyse comme suit :

	2014	2013
Intérêts de retard sur crédits	158 257	307 852
Intérêts de retard sur crédits bails	166 627	147 876
Intérêts de retard sur location longue durée	-	-
Intérêts de résiliation	139 982	93 277
Total	464 867	549 005

Note 19. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation totalisent à la clôture de l'exercice 2014 € : 1.321.550 contre € : 2.017.593 à l'issue de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

	2014	2013
Frais de dossiers	978 209	1 834 316
Dommages et intérêts	(3 937)	12 956
Prestations de services	347 278	224 321
Total	1 321 550	2 071 593

Note 20. Frais financiers

Les frais financiers s'élèvent au 31 Décembre 2014 à € : 15.112.749, contre € 13.516.123 au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

	2014	2013
Intérêts et agios débiteurs bancaires	1 496 525	2 285 730
Intérêts des emprunts	12 512 591	10 057 655
Autres frais financiers	1 103 633	1 172 738
Total	15 112 749	13 516 123

Note 21. Charges de personnel

Les charges de personnel se détaillent comme suit :

7. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1.	2014	2013
Salaires et appointements	2 604 209	2 405 056
Cotisations sociales	3 694 208 705 400	3 495 956 770 654
Primes	930 391	720 230
Assurances	32 796	11 268
Indemnités diverses	756 057	633 404
Congés payés	350 243	412 588
Gratifications	141 613	323 552
Autres charges du personnel	384 994	375 574
Total	6 995 702	6 743 226

Note 22. Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent au 31 Décembre 2014 à € : 6.965.807, contre € : 6.210.287 au 31 Décembre 2013 et se détaillent comme suit :

	2014	2013
IMPOTS ET TAXES	373 270	290 225
FRAIS GENERAUX	6 592 537	5 920 062
	407.040	
Fournitures de bureaux	185 943	226 383
Eau et électricité	194 125	181 874
Carburant	130 225	128 479
Loyers	631 244	601 950
Entretiens et réparations	716 577	580 403
Primes d'assurances	236 555	311 867
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 636 049	1 018 522
Autres services extérieurs	811 419	553 221
Publicités, publications et relations publiques	322 548	429 701
Frais postaux et de télécommunications	546 436	571 988
Déplacements, missions et réceptions	1 063 885	741 546
Tantièmes versés	39 930	39 588
Prestations de services	(61 652)	262 199
Ecart de changes	139 253	272 390
Total	6 965 807	6 210 287

Note 23. <u>Dotations nettes aux provisions clients</u>

Ce poste se détaille comme suit :

DELCONOMINE VARIABLE SECTION OF	2014	2013
Dotations aux provisions des créances	25 624 366	12 049 129
Reprises sur provisions des créances	(21 974 078)	(7 391 607)
Pertes sur créances irrécouvrables	1 451 316	1 321 324
Récupération sur créances irrécouvrables	(251 724)	(316 041)
Total	4 849 880	5 662 805

Note 24. Produits et Charges diverses

Ce poste se détaille comme suit :

		2014	2013
Produits hors exploitation	(A)	1 356 245	1 370 057
Charges hors exploitation	(B)	(1 026 312)	(1 129 021)
Autres produits divers/(Charges)		1 414 219	1 356 049
Dotations nettes aux provisions pour risques et charges			(3 500 661)
Total		1 744 152	1 903 576

(A) Ce poste se détaille comme suit :

	2014	2013
Plus value sur cessions d'immobilisations Autres produits divers	119 882 1 236 363	15 381 1 354 676
Total	1 356 245	1 370 057

(B) Ce poste se détaille comme suit :

	2014	2013
Pertes diverses	(583 497)	(336 648)
Moins value sur cessions d'éléments d'actifs	(72 600)	(524)
Autres charges hors exploitation	(370 215)	(791 849)
	(4.000.040)	// /00 004
	(1 026 312)	(1 129 021)

Les dotations aux provisions pour risques et charges comprennent le provisionnement du redressement fiscal au niveau d'Alios Finance Gabon pour un montant de 3 millions d'euros comme précisé en note 15 ci-avant.

Note 25. <u>Impôts sur les bénéfices</u>

Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

DAY SEEDS IN CITE OF STREET	2014	2013
Impôts exigibles		
ALIOS FINANCE COTE D'IVOIRE	175 339	90 056
ALIOS FINANCE CAMEROUN	269 369	304 511
ALIOS FINANCE GABON	1 035 393	1 908 012
ALIOS FINANCE ZAMBIA	-	-
ALIOS MANAGMENT LTD	15 518	6 292
Total (1)	1 495 620	2 308 872
Impôts différés		
impots differes		
ALIOS FINANCE COTE D'IVOIRE	(36 195)	(73 216)
ALIOS FINANCE CAMEROUN	176 807	(106 228)
ALIOS FINANCE GABON	(204 502)	(747 479)
ALIOS FINANCE ZAMBIA	(32 845)	17 911
ALIOS FINANCE TANZANIA	167 233	98 809
ALIOS FINANCE KENYA	41 254	(103 983)
ALIOS MANAGMENT LTD	3 740	
Total (2)	115 492	(914 187)
<u>Impôts nets</u>		
ALIOS FINANCE COTE D'IVOIRE	139 144	16 840
ALIOS FINANCE CAMEROUN	446 176	198 283
ALIOS FINANCE GABON	830 891	1 160 533
ALIOS FINANCE ZAMBIA	(32 845)	17 911
ALIOS FINANCE TANZANIA	167 233	98 809
ALIOS FINANCE KENYA	41 254	(103 983)
ALIOS MANAGEMENT LTD	19 259	6 292
Total ((1)+(2))	1 611 112	1 394 685

La preuve d'impôt se détaille comme suit (en milliers d'euros) :

Résultat avant impôt	4 234
Taux d'impôt théorique	34,43%
Charge d'impôt théorique	1 458
Taux d'imposition	90
Retraitements de consolidation	69
Différences permanentes	3
Autres différences	-9
Total différences	1 611
Charge d'impôt comptabilisée	1 611

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Alios Finance S.A. a pris l'engagement de souscrire, à terme, aux parts préférentielles convertibles en actions souscrites par AFRICINVEST FINANCIAL SECTOR LIMITED auprès d'Alios Finance Zambia. Le montant total est de 850 000 USD (850 parts de valeur nominale 1000 USD) et représentant 100% des parts préférentielles convertibles en actions.

Dans sa réunion du 3 octobre 2008, le Conseil d'Administration d'Alios Finance SA a approuvé, sur proposition du comité de rémunération, d'accorder à Jan-Albert Valk, Directeur Général d'ALIOS Finance SA, un plan de stock option à hauteur de 2% du capital de la Société. Les modalités de ce plan de stock option ont été validés et approuvés lors de l'AGE tenu en 1er Novembre 2010, Il n'y a pas eu d'exercice de stock-options sur l'exercice.

AUTRES INFORMATIONS

1 - Effectif moven du groupe

Au 31 décembre 2014, l'effectif moyen de l'ensemble des sociétés du groupe (y compris la holding) est 241 personnes.

2 - Information sur les dirigeants

2.1 Président du Conseil d'Administration

Il ne perçoit pas de rémunération de la société. Il perçoit uniquement des jetons de présence d'un montant 1 000 € pour chaque réunion du Conseil d'Administration. Au cours de l'exercice 2014, il a perçu un total de 2 000 € au titre de jetons de présence.

2.1 Directeur Général

Le Directeur Général d'Alios Finance S.A. ne perçoit pas de rémunérations au titre de ses fonctions. Il occupe en même temps les fonctions de Directeur Général de Alios Management Ltd et est rémunéré par cette société. Ainsi et au cours de l'exercice 2014, le montant total des rémunérations versées par Alios Management Ltd à M. Jan-Albert VALK s'élève à 148.800 €.

2.3 Engagements en matière de pension et indemnités assimilées

Le groupe n'a pas souscrit à des engagements en matière de pension pour ses dirigeants.

2.4 Avances et crédits accordés aux dirigeants

Le groupe n'a pas accordé des avances et des crédits à ses dirigeants.

EVENEMENTS POST CLÔTURE

Alios Finance Sénégal, surccursale de la filiale Alios Finance Côte d'Ivoire, a fait l'objet d'un contrôle fiscal au cours du premier semestre de l'exercice 2015. La société a reçu le 10 avril 2015 une notification de redressement d'un montant initial de (i) 1,5 M€ au titre des impôts sur le résultat et des pénalités et (ii) 0,7 M€ au titre de la TVA. La société conteste les motifs du redressement. Des discussions sont actuellement en cours entre Alios Finance Sénégal et l'administration fiscale locale.